

Marché Public de Travaux

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Titre de la consultation

25223MG0X000 - Réglage altimétrique et confortement de 4 poutres de roulement existantes à l'intérieur d'un bâtiment en activité de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux-Floirac (33)

Objet de la consultation

Réglage altimétrique et confortement de 4 poutres de roulement existantes à l'intérieur d'un bâtiment en activité de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux-Floirac (33)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
2. OBJET - MONTANT - PRIX – TRAVAUX.....	4
3. CARACTERE DES PRIX	5
4. CONDITIONS DE PAIEMENT	6
5. DELAIS - LIVRAISONS – PENALITES	9
6. CONDITIONS D’EXECUTION	12
7. GARANTIES	18
8. SOUS-TRAITANCE.....	18
9. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET	19
10. PROPRIETE INTELLECTUELLE	23
11. OBLIGATIONS PARTICULIERES	23
12. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	24
13. DEROGATIONS	32

ANNEXE 1

Charte d’éthique du SIAé

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.1. Documents contractuels régissant le marché

Aucune autre stipulation conventionnelle (conditions générales du titulaire par exemple) n'est applicable.

Par dérogation à l'article 4 du CCAG/TX, l'accord-cadre est régi par les documents contractuels ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissante :

1.1.1. Acte d'engagement et ses annexes

- l'acte d'engagement signé par le représentant de l'Acheteur¹ et du titulaire (ou des cotraitants en cas de cotraitance), et ses éventuelles annexes.

1.1.2. CCAP

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et son annexe.

Les éventuelles dérogations au CCAG sont listées à l'article 13 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CCAG s'appliqueront.

1.1.3. CCTP

- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)² suivants qui contiennent les exigences techniques de l'Acheteur :

Désignation	Référence	Date
CCTP	25/001/MPI/AIA BX V0	18/07/2025

1.1.4. La DPGF

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

1.1.5. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux passés au nom de l'Etat approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur lors de la passation du contrat, et dit CCAG/TX ci-après (Journal Officiel du 1^{er} avril 2021)³,

1.1.6. Annexe(s) particulière(s)

- l'annexe technique renseignée, ,
- le document des règles de conduite ²,
- l'annexe environnementale ²,

Ces documents doivent être renseignés, datés et signés par le titulaire (ou le mandataire en cas de cotraitance) ²

1.1.7. Cahier des clauses simplifiées de cybersécurité

- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité approuvé par arrêté du 18 septembre 2018 (Journal Officiel du 27 septembre 2018) ³,

1.1.8. Actes spéciaux de sous-traitance

- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché.

1 Au sens du présent document, l'« Acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire

2 Document joint

3 Document non joint mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance

1.2. Documents régissant les bons de commande

Les commandes sont régies par les documents ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissante :

- le marché défini ci-avant,
- les bons de commande passés au titre de la provision pour les travaux non répétitifs à prix sur devis.

Les commandes seront passées par unité locale d'achat de Bordeaux.

2. OBJET - MONTANT - PRIX – TRAVAUX

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet : le réglage altimétrique et le confortement de 4 poutres de roulement existantes à l'intérieur d'un bâtiment en activité de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux-Floirac (33).

2.2. Forme du marché

Il s'agit d'un marché public dit « composite » dans la mesure où pour partie, la technique d'achat du marché à bon de commande est utilisée (art-L2325-1.1° et R2363-6 du code de la commande publique).

Aussi, il couvrira :

- Pour partie des prestations programmées, en l'espèce les travaux prévus par la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (poste 1) y compris les options si elles sont déclenchées (poste 2),
- Et pour partie, des prestations éventuelles sollicitées sur demande expresse, leur exécution donnant lieu à des bons de commandes (art. R2362-8 du code de la commande publique). Ces demandes particulières feront l'objet d'un devis préalable (poste 3).

Il est passé selon une procédure adaptée définie aux articles L.2320-1, L2323-1 et R.2323-1 du code de la commande publique.

Le présent marché demeure régi pour sa passation et son exécution par les dispositions du code de la commande publique Livre III : dispositions applicables aux marchés de défense ou de sécurité.

Il est mono attributaire.

Il est composé de 3 postes définis comme suit :

- Poste 1 : travaux à prix global et forfaitaire,
- Poste 2 : travaux optionnels à prix global et forfaitaire,
- Poste 3 : travaux supplémentaires sur devis (poste à provision).

2.3. Désignation des prix

Le titulaire s'engage à réaliser les travaux en application du prix global forfaitaire défini dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les éventuels travaux supplémentaires rendus nécessaire pour la bonne exécution du marché feront l'objet d'un poste à provision qui ne pourra excéder 15% du montant total du marché défini à l'article 2.1.1 de l'acte d'engagement.

2.4. Montant du marché

Le montant minimum HT correspond au montant HT des prestations forfaitaires du poste 1.

Le montant maximum HT correspond au montant minimum ci-dessus augmenté de 15% pour les besoins du poste à provision.

L'administration ne commandera pas au-delà de ce montant.

Aucune indemnité n'est due si le montant minimum du marché n'est pas atteint du fait du titulaire.

3. CARACTERE DES PRIX

3.1. Contenu des prix

Les prix des travaux définis ci-avant sont réputés établis toutes sujétions d'exécution comprises conformément à l'article 10.1 du CCAG/TX. Ils comprennent tous les frais afférents à la réalisation de l'ensemble des travaux définis dans le CCTP, notamment :

- à la main-d'œuvre,
- aux fournitures nécessaires pour réaliser les travaux,
- aux opérations de vérification et de contrôle,
- à la mise en service,
- à l'assurance,
- aux garanties définies à l'article 7 ci-après.

3.2. Date d'établissement des prix

Par dérogation à l'article 9.4.4 du CCAG/TX, les prix initiaux du marché figurant dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire mentionnée à l'article 1.1.4 ci-avant sont établis aux conditions économiques de la date de remise des offres pour l'ensemble du marché.

3.3. Type de prix

Pour l'ensemble du marché, les prix initiaux du marché figurant dans l'acte d'engagement et décomposés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire mentionnée à l'article 1.1.4 ci-avant sont forfaitaires.

Ces prix initiaux sont définitifs.

Le montant du poste faisant l'objet d'une provision et figurant dans l'acte d'engagement constitue un montant plafond. Ce poste fera l'objet de bons de commande passés dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

3.4. Forme des prix

Les prix du marché sont fermes.

3.5. Poste provision

Le montant de ce poste constitue une provision pour la réalisation de travaux supplémentaires rendus nécessaire pour la bonne exécution du marché. Les commandes correspondantes feront l'objet de bons de commande établis dans les conditions définies à l'article 6 ci-après.

Les éventuels travaux supplémentaires rendus nécessaire pour la bonne exécution du marché feront l'objet d'un poste à provision qui ne pourra excéder 15% du montant total du marché.

En aucun cas, le montant total des bons de commande notifiés au titulaire ne pourra dépasser le montant maximal indiqué dans l'acte d'engagement.

Si aucune commande n'est passée au titulaire dans le cadre de cette provision, celui-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

4. CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Généralités

Les demandes de paiement d'acomptes et de solde doivent être visées et transmises au service liquidateur par le titulaire.

Les paiements dus au titulaire (ou aux cotraitants en cas de cotraitance) et aux éventuels sous-traitants à paiement direct au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article pour le titulaire (ou aux cotraitants en cas de cotraitance) et aux éventuels actes spéciaux de sous-traitance pour les éventuels sous-traitants à paiement direct.

4.1.1. Application de la TVA

Dans le cas d'un titulaire Français, les travaux exécutés au titre du présent marché sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est, à titre indicatif, de 20,00 % à la date de notification du marché.

La taxe sur la valeur ajoutée est exigible à l'encaissement pour l'ensemble des postes.

Le montant des acomptes n'inclut pas le montant de la TVA et est indiqué hors taxes (HT).

Le titulaire précisera sur ses demandes d'acomptes et de solde(s) le montant de TVA dû. Le montant de TVA calculé sur la base des versements HT sera payé avec les acomptes et solde(s).

Dans le cas d'un titulaire étranger, le marché est établi hors taxes. Celles-ci sont payées directement par l'entité liquidatrice mentionnée à l'article 12 infra :

- auprès de la direction générale des finances publiques (DGFIP) si les fournitures proviennent d'un état membre de l'union européenne,
- auprès de la direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) si les fournitures proviennent d'un état non membre de l'union européenne.

Pour ce faire, le SIAé est immatriculé en France au système commun de TVA intra-communautaire sous le numéro FR 31 150 000 289.

Afin de payer la TVA, la facture du titulaire devra obligatoirement mentionner ce numéro.

4.2. Avance

En cas de titulaire unique, conformément au code de la commande publique et notamment :

- si le montant minimal du marché fixé à l'article 2 ci-avant est supérieur à 250 000 € HT (**50 000 € HT dans le cas d'une PME**),
- si la durée du marché est supérieure à 3 mois (**2 mois dans le cas d'une PME**),
- et si le titulaire ne déclare pas renoncer au bénéfice de l'avance,

il est versé au titulaire, dans le délai maximal fixé à l'article 4.5 ci-après, une avance égale à 10% (**30% dans le cas d'une PME**) d'une somme égale à 12 fois le montant minimal initial TC (si titulaire français) ou HT (si titulaire étranger) du marché, divisé par la durée du marché exprimé en mois.

En cas de cotraitance, l'avance est versée à chacun des cotraitants au prorata de sa part.

4.3. Acomptes

Sur sa demande écrite et après visa du maître d'ouvrage, le titulaire pourra recevoir des acomptes fixés en euros HT qui seront déterminés mensuellement par un pourcentage correspondant à l'état d'avancement des travaux.

Les acomptes doivent être calculés en HT sur la base du plan d'acomptage retenu. Cependant, leur paiement se fait en TTC. Il convient donc d'indiquer précisément sur le PVCA ainsi que sur la facture d'acompte, une ligne avec le montant HT et une autre avec le montant de la TVA qui va venir s'ajouter.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le titulaire dans les conditions définies ci-après.

Les demandes de paiement d'acompte mensuelles (procès-verbal de constat de droits à paiement d'acomptes (PVCA) figurant en annexe n° 1 + facture d'acompte) sont établies conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-TX et transmises avec leurs justificatifs de manière dématérialisée au service liquidateur selon les modalités pratiques définies à l'article 12.9 ci-après, après visa du maître d'œuvre sur le décompte mensuel qui lui aura été transmis par le titulaire.

Pour faciliter le traitement de la demande de paiement d'acompte mensuelle, le titulaire peut adresser préalablement le PVCA au responsable de suivi du contrat (RSC) de l'AIA de Bordeaux, identifié au verso de la page de garde du marché, qui lui en renverra une copie une fois visé par le maître d'ouvrage. Pour se faire, le RSC s'appuiera sur le décompte mensuel validé par le maître d'œuvre. Dans ce cas, c'est le PVCA signé par le maître d'ouvrage qui sera joint à la facture. En cas de cotraitance, les demandes de paiement d'acompte doivent correspondre à la répartition par cotraitants définie à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Le service liquidateur est chargé de traiter les demandes d'acomptes pour lesquelles le RSC chargé du constat et du suivi de l'avancement des travaux a procédé à la certification du service fait dans les délais prévus au présent marché après visa du maître d'œuvre.

Si le maître d'ouvrage observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à l'avancement contractuel ou s'il constate un défaut d'exécution des prestations (exécution partielle ou exécution non conforme aux exigences du marché), il peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations en application des dispositions de l'article 12.2 du CCAG-TVX.

En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, le maître d'ouvrage peut repousser la date d'ouverture du droit à acompte jusqu'à la première échéance qui suivra le constat d'un avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

4.4. Solde

4.4.1. Définition des lots de présentation aux opérations de vérification et de liquidation financière

Pour les travaux à prix forfaitaire :

Les travaux de l'ensemble du marché réalisés chaque mois ou chaque trimestre (en fonction de l'état d'avancement des travaux et en accord avec le RSC) constituent un lot de présentation aux opérations de vérification et un lot de liquidation financière.

Le montant de ce lot de liquidation financière est calculé au prorata du montant total et de la durée du marché.

Pour le poste à provision :

Les travaux de chaque bon de commande réalisés chaque mois ou chaque trimestre (en fonction de l'état d'avancement des travaux et en accord avec le RSC) constitue un lot de présentation aux opérations de vérification et un lot de liquidation financière.

Le montant de ce règlement partiel définitif est calculé au vu des travaux réalisés au titre du bon de commande concerné.

4.4.2. Paiement du solde du lot de liquidation financière

Le solde de chaque lot de liquidation financière sera payé après réception de l'ensemble des travaux correspondants.

4.4.3. Demande de paiement de solde

Les demandes de paiement de solde sont transmises par le titulaire au service liquidateur dans les conditions définies à l'article 12.9 ci-après. Pour un traitement plus rapide des demandes de paiement, il est recommandé de joindre la décision de réception qui lui aura été notifiée par l'Acheteur. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai prévu à l'article 6.5.2 ci-après, plus 2 jours, le titulaire mentionnera dans sa demande qu'il certifie n'avoir reçu aucune notification de décision de l'Acheteur.

En cas de cotraitance, les demandes de paiement de solde doivent correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie.

4.5. Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution du marché est fixé à 30 jours maximum.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, le service liquidateur versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et au taux fixés aux articles L.2392-10 et R.2392-10 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2392-10 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est fixé comme suit :

- pour l'avance, la date de début d'exécution des travaux fixée à l'article 5.2 ci-après.
- pour le solde, la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

5. DELAIS - LIVRAISONS – PENALITES

5.1. Contenu des délais

Les délais prévus au marché s'entendent en jours calendaires pour l'ensemble du marché. Les délais prévus au marché s'entendent périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire.

Les périodes de fermeture de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux seront neutralisées.

5.2. Définition des délais

Les délais fixés à l'acte d'engagement s'entendent à compter de la date fixée par un ordre de service signé par l'autorité habilitée à signer les contrats.

Le(s) délai(s) d'exécution s'entendent comme délais de présentation aux opérations de vérification.

5.3. Période de validité de la provision et durée d'exécution des bons de commande

Les délais fixés dans le tableau de l'article 3.1 de l'acte d'engagement s'entendent comme période de validité pendant laquelle il est possible d'émettre des bons de commande.

Il est possible d'émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché. La durée d'exécution des bons de commande passés dans le cadre du présent marché ne pourra excéder 12 (DOUZE) mois à compter de la date de fin de validité du marché. Les bons de commande notifiés pendant la durée de validité du marché seront exécutés jusqu'à leur terme et conformément aux dispositions de l'article R.2362-5 du code de la commande publique.

5.4. Délai d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution des bons de commande s'entendent en jours calendaires pour l'ensemble du marché.

Les délais d'exécution des bons de commande s'entendent périodes de congés annuels du titulaire (ou des cotraitants en cas de cotraitance) comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (des cotraitants).

Le(s) délai(s) d'exécution s'entendent comme délais de livraison.

5.5. Livraison des travaux

5.5.1. Délais et composition des lots de présentation aux opérations de vérification

Le délai de présentation aux opérations de vérification du marché est fixé dans l'acte d'engagement.

La composition détaillée des travaux livrables figure dans le cahier des clauses techniques particulières cité à l'article 1.1.3 ci-avant.

5.5.2. Livraison des documents

Les documents à fournir par le titulaire au titre du marché sont livrés au(x) service(s) destinataire(s) et pour le nombre d'exemplaire(s) précisés dans le cahier des clauses techniques particulières cité à l'article 1.1.3 ci-avant.

5.6. Pénalités

Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG/TX, si les délais fixés sont dépassés, les pénalités seront appliquées selon le tableau suivant :

Désignation des prestations	Article du CCTP	Montant en euros de la pénalité appliquée
Remise des livrables à l'issue de la période de préparation proposé par le titulaire	Article 4.4.2	50 euros par jour calendaire de retard
Remise des livrables à l'issue de la période d'exécution (DOE)	Article 6.2	50 euros par jour calendaire de retard
Respect des délais d'exécution	Selon planning proposé par le titulaire pour les travaux à prix forfaitaire Selon délai planifié dans le devis pour les travaux exécutés au titre de la provision	50 euros par jour calendaire de retard

En cas de cotraitance, les pénalités sont précomptées selon la répartition par cotraitant dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.4 du CCAG/TVX, les pénalités encourues par le titulaire sont préalablement précomptées par l'Acheteur sur le paiement des factures présentées ou sur les sommes restant dues au titulaire, ou à défaut, font l'objet de l'émission d'un titre de perception. Le décompte des pénalités précomptées est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations à l'Acheteur dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce décompte. A défaut de réponse du titulaire dans le délai d'un mois, ce dernier est réputé avoir accepté les pénalités qui deviendront de fait définitives à ce stade.

Lorsque le décompte notifié n'appelle aucune observation de la part du titulaire, ce dernier est invité à en informer dans les meilleurs délais le bureau expertise juridique (HAEJ) par courriel à l'adresse fonctionnelle indiquée à l'article 12.1.

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG/TVX, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % HT du montant total du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/TVX, le titulaire est exonéré automatiquement des pénalités dont le montant cumulé ne dépasse pas 500 euros sur le lot de liquidation financière concerné. Lesdites pénalités ne seront donc pas appliquées.

5.7. Replément des installations de chantier et remise en état des lieux

Il n'est pas prévu de stipulations autres que celles fixées au travers des dispositions de l'article 37 du CCAG/TX.

5.8. Délais et retenues pour la remise des documents fournis après exécution des travaux

Le Dossier des Ouvrages Exécutés est à remettre le jour de la réception des travaux.

6. CONDITIONS D'EXECUTION

6.1. Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de livrer un produit conforme réalisé selon les clauses du présent marché (cf. article 1 ci-avant).

Il doit :

- obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis,
- donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre (cf. article 6.4.2 ci-après).

Le résultat demandé est défini dans les CCTP cités à l'article 1.1.3 ci-avant.

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour se prémunir des dommages éventuels aux matériels du SIAé qui pourraient lui être confiés.

6.2. Normes

Les travaux doivent satisfaire aux exigences des normes - parties, chapitres ou paragraphes de normes - référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature du marché par le titulaire, ou à tout autre référence accessible à l'Acheteur ou son représentant dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter de l'Acheteur ou son représentant.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'Acheteur ou son représentant pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du contrat, à la place de celles citées au contrat,
 - des normes d'indice autre que celui cité au contrat,
- et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des travaux contractuelles.

6.3. Lieu d'exécution

Les travaux seront réalisés sur le site suivant :

Atelier Industriel de l'aéronautique Bordeaux
26, rue Emile Combes
33270 Floirac

Horaires d'ouverture du poste de garde : du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00

6.4. Assurance qualité des fournitures

L'Assurance Qualité des Fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. article 6.4.1 ci-après) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité.

6.4.1. Autorité responsable de l'AQF

Dans le cadre du présent marché, l'autorité chargée des opérations de vérification préalables à la réception est appelée « autorité responsable de l'assurance qualité ».

L'autorité responsable de l'AQF est le chef du département moyens de production pour l'ensemble du marché.

6.4.2. Consistance de l'AQF

Les exigences d'assurance de la qualité des fournitures, prescrites dans les CCTP, définissent :

- les preuves que le titulaire doit associer à ses fournitures afin de démontrer, à l'autorité responsable de l'AQF, leur qualité et l'efficacité des processus qui leur sont associés,
- le degré de visibilité que le titulaire doit donner sur les processus qu'il met en œuvre à l'autorité responsable de l'AQF.

6.4.3. Exercice de l'AQF

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans les CCTP.

6.5. Décision à l'issue des opérations préalables à la réception

6.5.1. Autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des opérations préalables à la réception

L'autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des opérations préalables à la réception est, par représentation de l'Acheteur, le chef du département moyens de production.

6.5.2. Délais de notification de la décision à l'issue des opérations préalables à la réception

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG/TX, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de l'avis l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis si cette dernière date est postérieure.

Conformément aux dispositions de l'article 41.3 du CCAG/TX, l'organisme chargé de prononcer la décision à l'issue des opérations préalables à la réception dispose de 30 jours, à compter de la date d'établissement du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour notifier sa décision au titulaire.

Pendant les périodes de fermeture d'hiver des établissements de l'Acheteur, les délais définis pour que l'organisme prononce sa décision seront neutralisés.

6.5.3. Lieu du prononcé de la décision

La décision sera prononcée à destination pour l'ensemble du marché.

6.5.4. Date d'effet de la décision prononcée à l'issue des opérations préalables à la réception

La décision à l'issue des opérations préalables à la réception, dès qu'elle est prononcée par l'autorité responsable, est notifiée par celle-ci au titulaire avec copie au service liquidateur.

La date d'effet de la décision est la date apposée sur la décision. Si l'autorité responsable prononce la réception, elle fixe la date qu'elle retient pour l'achèvement des travaux. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

6.6. Préparation - Coordination et exécution des travaux

6.6.1. Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/TX, la durée de la période de préparation sera définie par le titulaire dans le programme ou calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG/TX et comportant les dates de début et de fin des travaux

6.6.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10 % (DIX POUR CENT), et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (DIX POUR CENT).

6.6.3. Organisation sécurité et hygiène des chantiers

Organisation

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes, données par le maître de l'ouvrage :

- les emplacements nécessaires sont mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux (l'entrepreneur assurant le déchargement et la garde des matériels et matériaux nécessaires à son chantier),
- les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution,
- les installations, matériels, fluides et énergie ci-après, sont à la disposition de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux,
- l'eau, l'air comprimé et l'électricité (220 V entre phases) seront fournis gratuitement à l'entrepreneur, après accord du maître de l'ouvrage, à condition :
 - 1) que l'entrepreneur fournisse au maître de l'ouvrage les puissances ou débits nécessaires à l'alimentation du chantier 3 (TROIS) jours à l'avance,

2) que l'entrepreneur prenne toutes les dispositions pour assurer la sécurité des personnels relative aux risques liés à l'utilisation de ces fluides (en particulier pour l'électricité, installation d'un coffret de chantier réglementaire). Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de supprimer les branchements en cas d'utilisation de matériels ou d'installations non conformes aux normes de sécurité.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'entrepreneur.

Obligation d'effectuer des demandes de « Permis feu »

En France, la réglementation impose l'obtention d'un permis feu pour certaines opérations ; dès lors qu'il est obligatoire, le fait de ne pas le demander expose le titulaire à des sanctions.

Ce permis feu constitue une *autorisation avant réalisation de travaux*, délivrée par le maître d'ouvrage.

La demande de permis feu est une étape cruciale dans la gestion des travaux de construction ou de rénovation, notamment lorsqu'ils impliquent des opérations à risques telles que le soudage, le découpage thermique ou l'utilisation de flammes nues ; ce document vise à garantir la sécurité des travailleurs et des installations environnantes (= prévenir les incendies et les explosions et assurer la sécurité de tous les intervenants sur le site).

Dans le cadre du présent contrat, toute demande de permis feu doit être transmise au RSC dans un délai de 24 h ouvrées minimum avant le début des opérations à risques.

Le titulaire est responsable des retards d'exécution entraînés par le non-respect de ce préavis.

Hygiène et sécurité

Le titulaire s'engage à faire exécuter les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail clandestin. Il doit également s'engager aux mêmes exigences vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels.

Tous les matériels, outillages, machines, engins et autres équipements de travail appartenant à l'entreprise extérieure qui seront introduits sur le site de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux (AIA BX) devront être conformes à la réglementation en vigueur et avoir subi les contrôles périodiques prévus par elle.

L'entrepreneur devra procéder à l'installation d'un tableau électrique de chantier équipé des protections mécaniques et électriques réglementaires :

- capuchon pour les prises de courant,
- protection électrique contre les surintensités par fusible ou disjoncteur,
- protection électrique des travailleurs par disjoncteur différentiel 30 mA.

Les appareils portatifs doivent être de classe II, c'est à dire à double isolation, repérée par le symbole □. Ils doivent être protégés par un dispositif de coupure contre les surintensités.

Toutes les mesures à mettre en œuvre et à appliquer pour prévenir les risques découlant de la nature des travaux devront être prises :

- casque de chantier, chaussures de sécurité, gants de manutention, lunettes, etc...
- protection contre les chutes (harnais, échelles et escabeaux en bon état équipés de patins antidérapants, échafaudage en bon état avec garde-corps, vérins de blocage, stabilisateurs). Mise en place de toutes les protections collectives contre les chutes de hauteur, balisage des fouilles, tranchées, obstacles divers.

Avant l'ouverture du chantier, l'entrepreneur devra accomplir les formalités prévues au code du travail, en particulier l'échange d'un document relatif aux mesures de prévention concernant les travaux objet du présent marché.

Véhicule mis à la disposition du maître d'œuvre par l'entrepreneur

Sans objet.

Emplacements mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur pour le dépôt de déblais en excédent

Sans objet.

Signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique

Sans objet.

Circulation et stationnement des véhicules

Pour l'application de la réglementation concernant la circulation et le stationnement des véhicules et engins sur les aires ou abords de l'AIA BX, le service compétent auquel l'entrepreneur doit s'adresser est le département des moyens de production de l'AIA BX.

Déclaration d'ouverture de chantier temporaire

Conformément à l'arrêté du 23 septembre 1947, si pour l'exécution du présent marché, l'entrepreneur ouvre à l'intérieur de l'AIA BX un chantier occupant au moins dix salariés pendant plus d'une semaine, il doit adresser à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie la déclaration d'ouverture de chantier temporaire prévue par la circulaire n° 28 SS du 21 mars 1958.

6.7. Documents fournis après exécution des travaux

La remise du Dossier des Ouvrages Exécutés devra être effective lors de la réunion de réception du chantier

6.8. Dispositions particulières aux bons de commande

Contenu du bon de commande

Travaux faisant l'objet de la provision

Le chef du service de l'unité locale d'achat de Bordeaux initialisera la procédure en demandant au titulaire de lui remettre une offre de prix sur la base de spécifications techniques que le service technique aura préalablement définies.

Dès réception de la demande, le titulaire devra répondre, dans un délai qui lui aura été imparti, par la transmission d'un devis.

Ce devis, établi sur la base des éléments de valorisation des coûts prévus à l'article 3 ci-avant et s'il est accepté par le service, fera l'objet d'un bon de commande.

Chaque bon de commande précisera :

- le numéro du marché,
- le numéro et la date du bon de commande,
- un numéro d'engagement juridique Chorus,
- l'objet détaillé, les quantités et la définition des travaux commandés,
- les documents éventuels à fournir pour les bons de commande passés au titre de la provision,

- les clauses techniques et les conditions des opérations de vérifications pour les travaux faisant l'objet de la provision,
- le montant du bon de commande,
- la décomposition des travaux en lots de présentation aux opérations de vérification et de liquidation financière,
- les délais de présentation aux opérations de vérification, qui ne pourront dépasser le délai inscrit au marché,
- les résultats attendus au titre des bons de commande passés au titre de la provision,
- la nature des prix des bons de commande passés au titre de la provision,
- les conditions de paiement,
- toutes autres indications nécessaires tant sur le plan administratif que financier.

Dialogue client / fournisseur suite à émission du bon de commande

Le titulaire disposera d'un délai de 15 (QUINZE) jours au maximum à compter de la réception du bon de commande pour faire connaître ses observations. En l'absence de toute contestation notifiée dans ce délai, le titulaire sera considéré comme ayant accepté sans réserve le bon de commande.

En cas de réserves émises par le titulaire dans le délai susvisé de 15 (QUINZE) jours et reconnues fondées par le service, un rectificatif au bon de commande sera éventuellement établi.

Seules les réserves faisant état d'une situation de force majeure, d'une hypothèse d'obsolescence de références ou enfin visant à la correction d'une erreur matérielle sur le bon de commande pourront éventuellement être prises en compte par le SIAé.

Conditions particulières de passation du bon de commande

Le directeur et les sous-directeurs de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique concerné sont seuls habilités à signer les bons de commande de leur établissement.

Lorsque le titulaire n'est pas en mesure de répondre au besoin de l'Acheteur lorsque celui-ci le consulte pour l'émission d'un bon de commande, l'Acheteur peut valablement recourir à un tiers et contractualiser hors du présent accord-cadre la réalisation de la prestation commandée.

6.9. Forme des notifications et des informations

Conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG/TX, la notification au titulaire des décisions suivantes pourra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par voie électronique, ou en main propre :

- ordre de service de début d'exécution des travaux,
- notification des bons de commande,
- notification des décisions de prolongation de délai, de sursis de livraison, de maintien ou d'exonération des pénalités,
- notification des décisions d'admission, de réception, de réception partielle, de réfaction, d'ajournement et de rejet,
- notification des décomptes de pénalités.

En cas de notification par lettre recommandée avec accusé de réception, la date de l'avis de réception postal est retenue comme date de notification de la décision.

En cas de remise en main propre, le titulaire signera un récépissé attestant de la date de remise en main propre.

En cas de notification électronique

Si la notification est effectuée via le site PLACE, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé sur PLACE, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou à défaut de consultation dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur PLACE, à l'issue de ce délai.

Si la notification électronique est effectuée par courriel direct du service émetteur, le titulaire accuse réception du document avec confirmation de la date de notification du document concerné, par retour de courriel auprès du service émetteur. La date de notification retenue est la date du courriel de confirmation du titulaire. L'accusé de réception automatique ne vaut pas notification.

Dans le cas d'une notification directe par courriel, sans confirmation de la part du titulaire sous 3 jours ouvrés, le service émetteur s'assurera, sous forme de courriel, de la bonne réception des documents par le titulaire.

Les adresses courriel du titulaire sont définies au verso de la page de garde du marché, rubrique « Responsable du marché ».

7. GARANTIES

7.1. Garantie de parfait achèvement

Outre la garantie décennale, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement qui s'exercera dans les conditions de l'article 44 du CCAG/TX. Elle constitue une obligation de résultat.

7.2. Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est de 12 (DOUZE) mois à compter de la date de notification de la décision de réception.

Au-delà de ce délai, les garanties décennales, biennales, assureront les sinistres éventuels selon la réglementation en vigueur.

8. SOUS-TRAITANCE

Le(s) sous-traitant(s) du titulaire (ou des cotraitants en cas de cotraitance) connu(s) à la date de notification du marché fait(font) l'objet d'annexes éventuelles à l'acte d'engagement mentionné à l'article 1.1.2 ci-avant.

Le titulaire (ou les cotraitants) a(ont) obligation de déclarer la totalité des sous-traitants auxquels il(s) entend(ent) recourir en cours d'exécution du marché.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant doit mentionner :

- la nature des travaux sous-traités,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant éventuel des sommes à payer directement au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire doit également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les dispositions prévues au marché sont applicables au(x) sous-traitant(s).

8.1. Sous-traitants à paiement direct

8.1.1. Sociétés concernées

En ce qui concerne les marchés publics de services ou de travaux et les marchés publics de fournitures nécessitant des travaux de pose et d'installation ou comportant des prestations de service passés par le Ministère des armées, l'(les) éventuel(s) sous-traitant(s) objet d'annexe(s) à l'acte d'engagement bénéficie(nt) du paiement direct en application de l'article R.2393-33 du code de la commande publique :

- lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à :
 - 10% du montant total du marché public lorsque le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2351-12 du code de la commande publique ;
 - 50% du montant total du marché lorsque le sous-traitant est lié au titulaire ;
 - 20 % du montant total du marché dans les autres cas ;
- et lorsque les conditions de paiement du(des) sous-traitant(s) ont été agréées par l'Acheteur.

Si le sous-traitant se trouve dans l'un des deux premiers cas énoncés précédemment, il est tenu de fournir les pièces justificatives à sa situation.

8.1.2. Montant(s) sous-traité(s)

L'(Les) éventuel(s) montant(s) payés directement à des sous-traitants sont fixés dans l'(les) annexe(s) à l'acte d'engagement, si elle(s) existe(nt).

8.2. Acceptation des sous-traitants et agrément de leurs conditions de paiement

Le présent marché a valeur d'acceptation des éventuels sous-traitants identifiés en annexe(s) à l'acte d'engagement (si elle(s) existe(nt)) et d'agrément de leurs conditions de paiement définies dans ces mêmes annexes.

9. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET

9.1. Protection des données, supports et documents

Les supports informatiques et documents fournis par l'Acheteur au titulaire restent la propriété de l'Acheteur.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du présent marché, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire,
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché en particulier à des fins commerciales ou universitaires,
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché,
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ; et en fin de contrat, à la demande du RSC de l'AIA concerné, à procéder à la destruction sécurisée de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies,
- à n'utiliser que les supports informatiques fournis par l'Acheteur sauf autorisation explicite de l'OSSI (Officier de Sécurité des Systèmes d'Information) local ou du correspondant SSI (CSSI),
- à ne conserver aucun support ni données fournis par l'Acheteur,
- à n'utiliser ces moyens que pour les besoins prévus au contrat dans le cadre défini par les sites du SIAé concernés et à ne pas en faire d'autre utilisation,
- à n'accéder qu'aux fichiers stockés sur le réseau limités aux dossiers nécessaires aux besoins du contrat. La mise à disposition de fichiers supplémentaires relève de l'OSSI local ou du CSSI,
- à ne pas reproduire, ni modifier, ni transférer sans autorisation écrite préalable du propriétaire (ou ayant droit) les logiciels ou documents mis à sa disposition.

9.2. Contrôle de l'Acheteur

L'Acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect des obligations précitées par le titulaire.

Toute violation ou inobservance par le titulaire d'une ou plusieurs obligations, même dans le cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du marché à ses torts, le retrait de l'habilitation de l'entreprise à l'accès aux informations ou supports protégés, sans préjudice des sanctions prévues par les articles 413-10 à 413-12 du code pénal.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne peut être acceptée de l'Acheteur ou exigée de lui, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

9.3. Accès à un établissement du Service industriel de l'aéronautique

Les sites du SIAé étant classés en zone protégée (ZP), l'accès et la circulation sont soumis à autorisation et réservés aux seules personnes (ou véhicules autorisés) dont la fonction justifie la présence et ayant fait l'objet d'une enquête administrative. L'intrusion en ZP constitue un délit.

Ainsi, le personnel intervenant au titre du présent marché doit se conformer aux règles d'accès, de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Pour les prestations objet du présent marché, l'entreprise intervenante doit en conséquence se conformer aux points suivants :

- Le titulaire doit fournir la liste des personnes intervenant sur le site d'exécution des prestations avec un préavis d'un mois avant l'intervention et si nécessaire fournir la mise à jour régulière de cette liste (appelé aussi avis de chantier).
- Le personnel de cette liste devra avoir fait l'objet d'un contrôle primaire préalable, avoir recueilli l'accord d'accès de l'officier de sécurité (OS).
- Les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement et peuvent varier selon les sites. Une demande de travail en dehors des heures ouvrables devra être formulée vers l'OS du site concerné et recueillir son accord chaque fois que cela sera nécessaire. Cette demande précisera la liste du personnel et le lieu d'exécution des prestations.

Toute personne refusant de se soumettre à ces obligations se verra refuser l'accès au site. De même en cas d'infractions aux règles d'accès du site ou de comportement à mettre en cause la sûreté du site l'OS se réserve le droit de restreindre, de suspendre ou d'interdire l'accès au site pour le personnel concerné.

Le personnel de l'entreprise intervenante peut intervenir au titre du marché dès que l'OS aura pris une décision favorable suite aux résultats de l'enquête administrative. Dans l'hypothèse d'un refus de l'OS pour un ou plusieurs des personnels intervenant au titre du marché, le titulaire s'engage, sur demande de l'Acheteur, à le(s) remplacer par un (des) personnel(s) soumis à la même enquête administrative et recueillant l'accord dudit OS. Ce remplacement ne devra pas être à l'origine d'une rupture de prestation.

nota : lorsque le contrat sensible s'exécute dans une zone réservée (ZR) en l'absence du personnel occupant habituellement la zone, le prestataire doit être accompagné ou surveillé par l'autorité responsable de la ZR.

Coordonnées et horaires des sites :

Service industriel de l'aéronautique
Atelier industriel de l'aéronautique de Bordeaux
26 rue Emile Combes

33270 FLOIRAC

du lundi au vendredi de 8h00 à 17h30

aia-bordeaux.sec-secu-defense.fct@intradef.gouv.fr

9.4. Obligation de discrétion - Mesures de sécurité

Dans tous les cas, les dispositions de l'article 5 du CCAG/TX sont applicables au présent marché.

9.5. Lutte informatique défensive

Dans le cadre de la politique nationale de sécurité des systèmes d'information, le titulaire du marché s'engage :

1) Pour ses réseaux quelle que soit leur localisation hébergeant des données sensibles, nationales ou internationales, relevant de l'Etat (secret de défense, potentiel scientifique et technique de la nation,...) en cas d'intrusion constatée :

- à informer, en moins de 72h à compter du moment de la constatation, l'Acheteur et l'OSSI (Officier de Sécurité des Systèmes d'Information) central du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le titulaire, et de toute autre information nécessaire et connue,
- à prendre en compte les mesures préconisées par l'OSSI en réponse à toute intrusion.

Par ailleurs, l'Etat ou le titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles. Dans ce cadre, l'Etat peut être amené à demander des investigations techniques, voire à faire intervenir dans les locaux du titulaire des équipes spécialisées et dûment mandatées, pour contrôler les mesures de sécurité prises pour protéger les informations confiées au titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations ci-dessus dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

2) Pour ses réseaux d'entreprise, à savoir tout réseau hébergeant des données autres que celles visées au 1), en cas d'intrusion constatée et concernant ses informations vitales, ou toute autre information à l'appréciation du titulaire :

- à informer, en moins de 72h à compter du moment de la constatation, l'Acheteur et l'OSSI central du type d'intrusion constaté, des mesures déjà prises par le titulaire et de toute autre information nécessaire et connue,
- à mettre en œuvre, en concertation avec l'Acheteur, les mesures de sauvegarde et de protection de l'information hébergée sur lesdits réseaux.

Par ailleurs, l'Etat ou le titulaire peut être informé d'attaques informatiques en cours ou imminentes sur ce type de réseau. Chacune des parties en informera l'autre dans les meilleurs délais possibles et dans le respect de leurs obligations légales respectives. Les parties se concerteront pour agréer au cas par cas les actions à mener.

L'État s'engage à garder strictement confidentielles les informations auxquelles il aura eu accès dans ce cadre.

Les coordonnées de l'OSSI central (téléphone, télécopie, courriel) sont fournies au titulaire à la notification du marché.

3) Dans le cadre des interventions effectuées dans les locaux et sur les systèmes d'informations du client :

Le titulaire reconnaît que la sécurité informatique est un enjeu fondamental pour le Client. Le respect par le titulaire des normes, règles et procédures de cybersécurité du Client, ainsi que du règlement intérieur, des règles de sécurité et de contrôles en vigueur dans le ou les établissements dans lequel ou lesquels sont exécutées les prestations est une condition essentielle et déterminante du consentement du Client au présent Contrat.

Le titulaire se porte garant du respect de ces dispositions par son personnel et par ses éventuels sous-traitants.

Si une faille ou un risque de faille de sécurité est découvert ou notifié au titulaire ou à ses sous-traitants durant les interventions réalisées dans les locaux et sur les systèmes d'information du client, le titulaire doit en informer le donneur d'ordre immédiatement après la découverte de cette faille potentielle ou effective et en tout état de cause dans un délai de 24 heures suivant cet événement. Le titulaire s'engage à ne pas communiquer auprès de tiers et d'autorités sur la faille de sécurité potentielle ou effective sans accord préalable écrit du Client.

Le donneur d'ordre se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile de constater le bon respect des obligations précitées.

10. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent marché est soumis aux dispositions du chapitre 6 du CCAG/TX.

Les documents mis à disposition du titulaire et les informations orales transmises dans le cadre du présent marché ne pourront être utilisés que pour l'exécution du présent marché.

Ces informations doivent être tenues confidentielles. Leur communication ne constitue pas une divulgation au regard de la législation des brevets. Le titulaire reportera les obligations du présent article vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels.

11. OBLIGATIONS PARTICULIERES

11.1. Retenue de garantie

Le marché est soumis à une retenue de garantie de 5 %.

Cette retenue de garantie sera remboursée au plus tard 1 (UN) mois après l'expiration de la garantie, dans les conditions de l'article R.2391-24 du code de la commande publique.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires seront versés selon les modalités définies par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

11.2. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Les dispositions de l'article 7 du CCAG/TVX sont applicables.

Le titulaire veille à ce que les prestations et les fournitures qu'il réalise au titre du marché respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines intervenant postérieurement à la date de remise par le titulaire de son offre ou en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marchés ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Sur demande du maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché ou pendant la période de garantie des prestations, et en cas de mise en cause de la personne publique, le titulaire devra être en mesure d'apporter des éléments de justification du respect de ces prescriptions et à cet effet il communiquera à l'Acheteur les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

11.3. Assurances

Le maître d'ouvrage n'assure nullement les personnels du titulaire. Il appartient à ce dernier de souscrire les assurances correspondantes afin de les couvrir, aussi bien pour les risques corporels qu'ils pourraient occasionner tant à eux-mêmes qu'à des tiers, que pour les dégâts matériels qu'ils pourraient occasionner dans le cadre de la réalisation des prestations commandées.

De la même façon, lors de l'utilisation prévue au contrat de véhicules, de locaux, de machines ou de matériels appartenant à l'Etat, le titulaire sera tenu d'assurer l'ensemble de ces moyens.

Pour l'application de l'article 8 du CCAG/TX, dans un délai de 15 (QUINZE) jours à compter de la date de notification du présent marché et avant le commencement de la première intervention sur le site du maître d'ouvrage, le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance de leurs personnels, et en tant que besoin, des moyens matériels mis à leur disposition,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil,
- d'une assurance de responsabilité civile professionnelle,
- d'une assurance de responsabilité civile décennale.

12. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

12.1. Personnes habilitées

Le directeur de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux (AIA BX) et les sous-directeurs de l'AIA BX sont habilités, dans la limite de leur compétence, à émettre toutes décisions au titre du présent marché, relatives :

- aux prolongations de délai,
- aux sursis de livraison,
- aux exonérations de pénalités,

dans la limite de leur compétence.

Il est précisé que toutes les demandes doivent être adressées au service suivant :

Bureau Achats/Marchés
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux
BP 21
33072 BORDEAUX Cedex
nathalie.raffini@intradef.gouv.fr
eric.theron@intradef.gouv.fr

Pour l'utilisation des présentes adresses mail, il est rappelé que celles-ci ont pour objectif de fluidifier les échanges, d'assurer une efficacité et une efficience dans leurs traitements.

Pour chaque dossier, la demande fera l'objet d'un accusé de réception et ne sera traitée qu'une seule fois. La réitération des demandes est donc à proscrire.

Toute demande de report de délai devra comprendre les éléments suivants, sous peine de rejet :

- référence du marché et du bon de commande le cas échéant,
- fait générateur détaillé,
- date du fait générateur,
- tous les justificatifs permettant de traiter au mieux la demande,
- les motifs justifiant la demande et le nombre de jours demandés.

Toute demande d'exonération de pénalités devra comprendre les éléments suivants, sous peine de rejet :

- le numéro de décompte provisoire,
- la référence du marché et du bon de commande le cas échéant,
- tous les justificatifs permettant de traiter au mieux la demande,
- les motifs justifiant la demande d'exonération de pénalités.

Sans confirmation de la part du bureau achat/marchés sous 72 heures ouvrées, le titulaire s'assurera, sous forme de courriel, de la bonne réception des documents.

12.2. Résiliation

En application des stipulations de l'article 52.2 du CCAG/TVX, lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, l'Acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire.

Outre les cas listés à l'article 50.3 du CCAG/TVX, l'Acheteur peut résilier tout ou partie du marché, pour faute du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque l'utilisation des prestations par la personne publique est gravement compromise parce que sont constatés des écarts aux exigences de qualité qui ne peuvent être décelés lors des opérations de vérification.

12.3. Nantissement

Sur demande de la société concernée, il est délivré :

- au titulaire (ou à chaque cotraitant en cas de cotraitance) une copie certifiée conforme au présent marché ou un certificat de cessibilité,
- au(x) éventuel(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct une copie de l'original du présent marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu à l'article R.2393-28 du code de la commande publique,

pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

Pour en permettre le nantissement, le montant du marché peut être réparti entre :

- titulaire et sous-traitants,
- cotraitants,
- cotraitants et sous-traitants

selon leurs parts respectives indiquées dans l'acte d'engagement ou dans l'annexe de sous-traitance.

12.4. Mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la Défense par une entreprise extérieure

Le titulaire (ou les cotraitants en cas de cotraitance) déclare(nt) avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées, et s'engage(nt), pour ce qui le(s) concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son(leur) personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il(s) doit(doivent) rendre compte, le titulaire (ou les cotraitants) reconnaît(reconnaissent) devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur ; il(s) s'engage(nt) à faire connaître et à délivrer à celui-ci toutes les informations utiles relatives à l'accident et notamment les circonstances de l'accident, la durée totale, dès qu'elle est connue, de l'arrêt de travail éventuel ainsi que les mesures prises pour remédier à ce type d'accident pour la suite de son(leur) intervention. Le titulaire(ou les cotraitants) s'engage(nt) également à faire parvenir immédiatement au chef de l'organisme utilisateur une copie de la déclaration d'accident qu'il(s) a (ont) adressé aux instances qualifiées. Le titulaire (ou les cotraitants) s'engage(nt) à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

12.5. Infractions à la législation fiscale

Dans le cas d'un titulaire (ou de cotraitants en cas de cotraitance) français et sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses (leurs) torts exclusifs, le titulaire (ou les cotraitants) affirme(nt) pour lui-même (eux-mêmes) et ses (leurs) éventuels sous-traitants mentionnés dans les éventuelles annexes de l'acte d'engagement :

- qu'il(s) ne tombe(nt) pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article R.2343-9 du code de la commande publique (interdiction de participer aux marchés de l'Etat frappant ceux qui auraient fait l'objet d'une condamnation pour infraction au code général des impôts ou au code du travail),
- qu'il ne lui (leur) a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés du Ministère des armées.

Dans le cas d'un titulaire (ou de cotraitants) étranger(s), le titulaire (ou les cotraitants) atteste(nt) sur l'honneur qu'il(s) est (sont) en règle avec la législation en vigueur dans son (leur) pays.

Le titulaire (les cotraitants) atteste(nt) en outre l'exactitude des renseignements prévus à l'article R.2343-3 du code de la commande publique. En cas d'inexactitude, l'Acheteur pourra résilier, sans mise en demeure préalable, le marché aux torts du titulaire (du cotraitant concerné).

12.6. Respect du droit du travail

12.6.1. Déclaration du(des) titulaire (cotraitants)

Dans le cas d'un titulaire (ou de cotraitants en cas de cotraitance) français, le titulaire (ou les cotraitants) déclare(nt) sur l'honneur :

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2, L.1221-10 à L.1221-13 et L.1221-15 du code du travail,
- s'acquitter de ses (leurs) obligations au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

Dans le cas d'un titulaire (ou de cotraitants) étranger(s), le titulaire (ou les cotraitants) déclare(nt) que le travail sera réalisé dans un pays disposant d'une législation relative à la lutte contre le travail clandestin et par des salariés employés régulièrement au regard de cette législation. A la demande de l'Etat, le titulaire (ou les cotraitants) fournira(ont) les textes de législation correspondants dans un délai de 30 (TRENTE) jours.

Le titulaire (ou les cotraitants) s'engage(nt) à obtenir les mêmes déclarations de la part de son(ses) (ou leurs) sous-traitant(s) éventuels.

De plus, le titulaire (ou les cotraitants) s'engage(nt) à produire tous les 6 (SIX) mois, pendant la durée du marché, les documents visés à l'article R2143-8 du code de la commande publique.

Par ailleurs, sans préjudice des articles L.8222-1 à L.8222-3 du code du travail, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation. L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et

risques de l'entrepreneur. La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

12.6.2. Application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail

Le titulaire (chacun des cotraitants) s'engage à fournir, de la date de notification du présent marché jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas 6 (SIX) mois, les documents prévus aux articles :

- D.8222-5 du code du travail pour les titulaires établis en France,
- D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr>

A défaut, l'Acheteur pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire (cotraitant), sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des travaux à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire (cotraitant) dispose de 1 (UN) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'envoi des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire (à chaque cotraitant) par l'Acheteur et en cours d'exécution. Le titulaire (cotraitant) fournira avec ses documents la liste des marchés concernés.

12.6.3. Sous-traitants

Le titulaire (les cotraitants) s'engage(nt) à répercuter les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses (leurs) sous-traitants.

Pour les sous-traitants étrangers ces obligations seront répercutés au regard de la législation du pays qui leur est applicable.

12.6.4. Salariés de l'entreprise effectuant des travaux dans un organisme de la défense

Les salariés de l'entreprise qui pourraient être amenés à effectuer des travaux dans un organisme de la défense demeureront à tous égards salariés du titulaire (cotraitant) et resteront assujettis à l'ensemble des droits et obligations (notamment horaires) définis par leur entreprise dans le strict respect de la législation du travail.

12.6.5. Respect du droit social

Le titulaire et/ou les sous-traitants non établis en France et détachant temporairement en France des salariés pour l'exécution de ce contrat est (sont) soumis au droit social français qui lui (leur) est applicable, entre autres aux articles L.1262-1 à 5 du code du travail, et particulièrement à l'article L.1262-4.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, il(s) est (sont) tenu(s) d'adresser, avant le début des prestations et des détachements, les déclarations préalables de détachement prévues aux articles R.1263-3, R.1262-4 et R.1263-6 à l'Inspection du Travail dans les Armées (cga-ita.cmi.fct@intradef.gouv.fr) avec copie à l'Acheteur.

Par ailleurs, s'agissant des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire et/ou les éventuels sous-traitants doit (doivent) présenter une liste nominative précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste devra impérativement être complétée si l'entreprise décide, en cours d'exécution du contrat, d'employer du personnel étranger, non prévu à l'origine, soumis à autorisation de travail.

Le défaut de déclaration préalable de détachement par l'employeur est passible de l'amende prévue aux articles L.1264-1 et L.1264-3 du code du travail.

12.7. Tribunaux compétents

Le présent marché est soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Pour le présent marché, les parties conviennent que les différends relevant du tribunal administratif seront soumis au tribunal dont relève l'Acheteur.

Pour les éventuels litiges nés lors de l'exécution du contrat, une demande de règlement amiable pourra être présentée par les parties dans les conditions prévues aux articles R.2397-1 du code de la commande publique et 55 du CCAG/TX.

12.8. Notification du marché

Si la date de notification du présent marché intervient après la date de fin de validité de l'offre indiquée à l'article 7 de l'acte d'engagement, le titulaire disposera de 10 jours, à compter de cette date de notification, pour refuser d'exécuter le présent marché. Passé ce délai, il sera tenu d'exécuter la commande aux conditions du marché.

12.9. Service liquidateur, ordonnateur et comptable assignataire des paiements et conditions d'envoi des factures

Le service liquidateur chargé de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

Le département de l'exécution de la dépense (DED)
Atelier industriel de l'aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80
83390 CUERS
adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

L'ordonnateur secondaire chargé d'émettre le mandat est le Directeur du Service industriel de l'aéronautique.

Par ailleurs, l'autorité chargée de fournir au titulaire du marché, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent marché ou d'une transmission au titre de l'article R.2391-28 du code de la commande publique, les documents prévus par l'article R.2391-28 dudit code (état sommaire des

fournitures/prestations effectuées, décompte des droits constatés et des paiements intervenus) est le directeur de l'AIA Clermont-Ferrand (autorité habilitée à signer les contrats).

Le comptable assignataire chargé des paiements et auquel doivent être adressées, quelle que soit leur forme, en application de l'article R.2391-28 dudit code, les notifications de cession de créance, est :

Monsieur l'agent comptable
Services industriels de l'armement
11 rue du Rempart
Le Vendôme III
93196 NOISY LE GRAND CEDEX

12.9.1. Présentation des factures

Les factures (demandes de paiement d'acompte ou de solde) doivent comprendre :

- la raison sociale de l'entreprise,
- le numéro d'identification SIRET,
- la domiciliation des paiements,
- le numéro du marché,
- pour les postes à bons de commande, le numéro du bon de commande,
- le cas échéant, le numéro du bordereau de livraison.

Les factures de demande de paiement de solde devront en outre faire apparaître le montant des acomptes déjà versés et le restant dû à payer.

12.9.2. Transmission des factures par voie dématérialisée

Conformément aux articles D.2392-1, D.2392-2 et R.2392-3 du code de la commande publique (CCP) relatifs à la facturation électronique, l'Etat accepte les factures émises sous forme dématérialisée sous réserve qu'elles comprennent les mentions obligatoires prévues aux articles D.2392-2 du CCP, notamment :

1. le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable (CHORUS) du destinataire de la facture conformément à l'article D.2392-2 du CCP
2. la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification (CHORUS) du service chargé du paiement conformément à l'article D.2392-2 du CCP. Ce code est le « D2035Z3083 »
3. le numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044 conformément à l'article D.2392-2 du CCP

Les informations relatives aux 1 et 2 sont indiquées sur chaque commande adressée au fournisseur.

Les informations des 2 et 3 sont indiquées en page de garde du marché.

Pour utiliser la voie dématérialisée via la solution du portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), le titulaire dispose de trois modes de transmission des factures :

1. Saisie des factures en ligne (- de 100 factures/an)
2. Dépôt des factures en PDF (entre 100 et 1000 factures/an)
3. Via l'EDI, transmission des factures directement à l'État ou par le biais d'opérateurs de dématérialisation en automatisant les flux (+ de 1000 factures /an)

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif et duplicatif).

12.10. Obligations diverses

Le titulaire est tenu d'informer sans délai l'Acheteur des modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- à ses coordonnées bancaires,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché. Le titulaire devra notamment informer l'Acheteur de l'ouverture, à son encontre, d'une procédure de sauvegarde en application de l'article L.620-1 du code de commerce. Cette information devra être communiquée dans les 5 jours suivant l'ouverture de la procédure.

Le titulaire devra informer les services suivants et leur transmettre les éventuels documents justificatifs :

Bureau Achats/Marchés
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux
BP 21
33072 BORDEAUX Cedex

Le département de l'exécution de la dépense (DED)
Atelier industriel de l'aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80
83390 CUERS

adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

12.11. Adhésion et respect de la charte d'éthique du SIAé

Le titulaire reconnaît adhérer à la charte d'éthique du SIAé jointe en annexe 1 et s'engage à la respecter.

Il s'engage à s'assurer que ses sous-traitants et prestataires de service adhèrent à un code de conduite substantiellement équivalent à la charte d'éthique du SIAé.

12.12. Clause environnementale

La loi « climat et résilience » d'août 2021 rend obligatoire la création de zone à faible émission (ZFE) pour toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants, depuis le 1er janvier 2025.

La métropole de Bordeaux est concernée par la mise en place d'une ZFE, son périmètre est l'intra-rocade (rocade exclue).

Le site de Floirac de l'AIA de Bordeaux se situe à l'intérieur de ce périmètre.

Le titulaire s'assure du respect de la réglementation permettant l'accès à l'ensemble des sites concernés par le présent marché.

12.13. Certificat de bonne exécution

Le titulaire et ses sous-traitants (s'ils sont une TPE, PME, ETI ou Start-up) peuvent solliciter un certificat de bonne exécution du marché auprès de l'Acheteur. Ce certificat vise à témoigner de la bonne exécution du contrat et de la satisfaction de l'Acheteur dans l'exécution des travaux. Sa délivrance demeure une faculté discrétionnaire de l'Acheteur.

13. DEROGATIONS

L'article 1.1 ci-avant déroge à l'article 4 du CCAG/TX. sur le point suivant : ordre de priorité des documents contractuels.

L'article 3.2 ci-avant déroge à l'article 9.4.4 du CCAG/TX sur le point suivant : conditions économiques de la date de remise des offres.

L'article 5.6 ci-avant déroge aux articles :

- 19.2.1, du CCAG/TX sur le point suivant : montant d'exonération des pénalités.
- 19.2.3 du CCAG/TX sur le point suivant : des pénalités particulières sont prévues,
- 19.2.4 du CCAG/TX. sur le point suivant : décompte des pénalités.

L'article 6.5.2 ci-avant déroge à l'article 41.1 du CCAG/TX sur le point suivant : délais de la décision d'admission.

L'article 6.6.1 ci-avant déroge à l'article 28.1 du CCAG/TX sur le point suivant : durée de la période de préparation.

ANNEXE 1
Charte d'éthique du SIAé

NOTRE CHARTE D'ETHIQUE

Cette charte s'applique à l'ensemble des acteurs impliqués dans les activités du SIAé. Elle est en conformité avec celle du ministère des Armées.

Le SIAé doit exercer son activité selon les valeurs morales et d'exemplarité qui accompagnent tout organisme de service public. Notre performance réside dans le potentiel humain qui le compose. Il est donc naturel de placer l'Homme et son Environnement au cœur des priorités de notre Service. Ces valeurs nous caractérisent, forment notre ADN et unifient notre action. Il est indispensable que toutes et tous les respectent.

J'ai confiance en chacun de vous, femmes et hommes de tous statuts travaillant au SIAé, mais également en tous nos partenaires, fournisseurs, sous-traitants et clients pour appliquer et promouvoir au quotidien ces règles simples et fondatrices.

I. Maintenir une neutralité et toujours conserver le sens de l'Etat

- En faisant passer les intérêts de la Nation avant tous les autres ;
- En cultivant les valeurs fondamentales de notre République (Liberté, Égalité, Fraternité) dans notre travail quotidien et dans notre relation aux autres ;
- En ne prenant pas ouvertement parti pour toute sollicitation de nature à abandonner le principe de neutralité ;
- En préservant la confidentialité des données produites par le SIAé, et de manière générale celles de propriété étatique.

II. Ne pas violer les Droits fondamentaux de l'Homme

- En respectant les principes de la charte internationale des droits de l'homme ;
- En choisissant avec soin et discernement nos partenaires, nos clients et nos fournisseurs, en s'assurant qu'ils respectent les normes fondamentales de l'organisation internationale du travail ;
- En respectant la vie privée de chacune et chacun ;
- En prohibant le travail des enfants ou le travail forcé ;
- En exigeant d'eux le respect de ces principes par le biais d'autocontrôles.

III. Contribuer à améliorer le cadre de vie au travail

- En refusant toute forme de comportements discriminatoires à l'embauche et dans l'entreprise (toute forme de discrimination est strictement interdite, qu'elle soit basée sur l'âge, le sexe, la religion, les opinions politiques ou syndicales, les origines et l'appartenance, ou non, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou en référence à une notion de race) ;
- En luttant contre toute forme de harcèlement par la prévention, l'information et la communication ;
- En favorisant un dialogue et une écoute sociale, et en mettant en place un mécanisme d'alerte.

IV. Contribuer à améliorer les relations avec les partenaires extérieurs

- En appliquant le code de la commande publique ;
- En luttant contre la corruption, la fraude, le blanchiment d'argent, sous toutes leurs formes, quel qu'en soit le sujet et en proscrivant les conflits d'intérêt ;
- En ne sollicitant, en ne recevant ou en n'envoyant aucun cadeau ou invitation qui sortirait d'un autre cadre que la consolidation de l'image du SIAé et dont la valeur pourrait influencer volontairement ou involontairement une prise de décision ;
- En ne recourant pas au prêt illégal de main d'œuvre, ce qui implique de justifier chaque prestation rémunérée et en prohibant tout conflit d'intérêt.

V. Agir concrètement en faveur de l'environnement

- En garantissant que toute innovation, investissement ou développement respecte les réglementations internationales, nationales et locales en vigueur ;
- En luttant contre le gaspillage et en favorisant la réduction des déchets ;
- En promouvant l'initiative et la reconnaissance en matière de responsabilité environnementale à l'intérieur et à l'extérieur du service ;
- En optimisant les consommations énergétiques ;
- En plaçant la question du développement durable au cœur de la conception, la production et la mise en œuvre de nos produits et services.

Tout manquement aux règles de cette charte est potentiellement répréhensible au plan pénal et est susceptible d'entraîner des sanctions de cette nature en surplus de sanctions disciplinaires en application des règlements du ministère des Armées.

